



## Dicrimination tarifaire sur les moyens de paiements

Par **oliveman73**, le **13/05/2011** à **22:27**

Bonjour,

Je souhaite acquérir un véhicule d'occasion chez un concessionnaire.

Le véhicule de 2007 est assorti d'une garantie pièces et main d'œuvre de 6 mois.

Par ailleurs, le concessionnaire propose une extension de garantie pièces et main d'œuvre d'une

durée pouvant aller jusqu'à 4 ans, ce qui pour un véhicule de 40000kms est une proposition intéressante.

Nous souhaitons payer le véhicule et l'extension de garantie au comptant.

Le concessionnaire nous répond que ce n'est pas possible sans l'application d'une surfacturation pour paiement au comptant rendant prohibitive le cout de la garantie! et que l'extension de garantie est bien plus avantageuse au travers d'un crédit à la consommation d'un montant minimum de 3000E (montant supérieur au montant de l'extension de garantie qui est d'environ 1000 E).

le concessionnaire indique qu'à l'issue de 6 mois de remboursement, nous pouvons solder le crédit sans indemnité.

Nous avons protesté, mais le concessionnaire tiens bon.

Selon vous, ne s'agit il pas là d'une pratique commerciale illicite tombant sous le coup de l'article L122-1 pour refus et subordination de vente ou prestation de services ?

cela n'est il pas une dicrimination tarifaire sur les moyens de paiements?

Comment puis-je contraindre le concessionnaire à accepter mon paiement au comptant ?

Merci de votre aide

Par **chaber**, le **14/05/2011** à **07:24**

Bonjour

n'hésitez pas à déposer plainte auprès de la DFCCRF de votre département; refuser un paiement comptant et rendre un crédit obligatoire est illégal

Si vous faites un crédit, le vendeur touchera certainement une commission de l'organisme.

Par **oliveman73**, le **14/05/2011** à **17:12**

Merci de votre Aide, j'ai envoyé un e-mail à la DGCCRF, je ne sais pas si j'aurai une réponse, car je pense qu'il doivent être un petit peu débordés, si j'en juge pas les effectifs ridicules affectés à ce service. De plus j'ai lu que la loi LME allait amener à la dissolution de ce service publique au profit d'une structure piloté par les préfecture, ce qui n'est pas forcément une bonne nouvelle en terme d'impartialité! Il y avait une pétition à signer sur leur site. Vous semble t il légale de proposer un service a des tarif différent selon le moyen de paiement avec un tarif avantageux si vous le financez à Crédit?

Merci

Cdt